



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALES/23916
14 mai 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 13 MAI 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE DU
BRESIL AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Représentant permanent par intérim du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à sa note datée du 3 avril 1992, a l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement brésilien a pris les mesures voulues pour assurer l'application des dispositions de la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité.

Le décret présidentiel No 494, promulgué le 15 avril 1992 et publié le lendemain au Journal officiel (Diario Oficial), stipule ce qui suit :

"Les autorités brésiliennes sont tenues de se conformer, dans leurs domaines de compétence respectifs, aux dispositions de la résolution 748 (1992) relatives à l'application de sanctions obligatoires contre la Libye, prenant effet le 15 avril 1992, que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adoptée le 31 mars 1992 et dont le texte est joint à la présente note."

Par un décret-loi (Portaria No 9) pris le 16 avril et publié au Journal officiel le 20 avril 1992, le Département du commerce extérieur du Ministère de l'économie, des finances et de la planification a décidé d'interdire la vente ou la fourniture à la Libye d'avions ou de composants d'avion (alinéa b du paragraphe 4 de la résolution) et d'armements et de matériels y afférents tels que définis à l'alinéa a) du paragraphe 5 de la résolution.

Toujours dans le cadre de l'alinéa b) du paragraphe 4 de la résolution, l'ambassade du Brésil à Tripoli a officiellement communiqué le texte des dispositions de la résolution 748 (1992) aux ressortissants brésiliens qui assuraient en Jamahiriya arabe libyenne, dans le cadre de contrats privés, la maintenance d'aéronefs de la compagnie aérienne libyenne, Libyan Arab Airlines.

S'agissant de l'alinéa a) du paragraphe 6 de la résolution, le Gouvernement brésilien a décidé d'expulser deux membres du personnel de la mission diplomatique libyenne à Brasilia et pris des mesures pour restreindre et contrôler, sur le territoire national, les déplacements du reste du personnel.

En vue d'assurer la pleine application de l'alinéa c) du paragraphe 6, les autorités brésiliennes se demandent si le Comité créé par la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité a l'intention de distribuer aux Etats Membres une liste des "ressortissants libyens qui, en raison de leur implication dans des activités terroristes, ont été interdits d'entrée ou expulsés par d'autres Etats".

Les autres dispositions de la résolution sont couvertes par les mesures décrites plus haut ou ne sont pas applicables au Brésil.

Le Représentant permanent par intérim du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies demande de bien vouloir distribuer la présente note comme document du Conseil de sécurité.
